
N^o. V.

LE PUBLICISTE
PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

*Et rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

BIBLIOTECA MUNICIPAL
MADRID

VERSAILLES.

Du Mardi 15 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du Lundi 14 Septembre.

*Décret de l'Assemblée portant que ses Membres seront
renouvellés en totalité à la fin de chaque législature.
Violens débats sur la durée du veto suspensif.
Observations importantes sur les droits des Consti-
tuans & les devoirs des Constitués.*

LA présidence a été déferée, pour la seconde
fois, à M. le Comte de Clermont-Tonnerre. Il
E

a ouvert la Séance par annoncer qu'il étoit dépositaire de plusieurs offrandes patriotiques. Ensuite il a mis en délibération la question de l'ordre du jour, qu'il a établie en ces termes : *Le renouvellement des Membres de chaque législature se fera-t-il en partie ou en totalité ?* On a été aux voix par assis & levé, & on a décrété que le renouvellement des Membres de chaque législature se feroit en totalité.

Immédiatement après, M. le Président a proposé de délibérer sur la dernière question proposée par M. Guillotin, Vendredi dernier; elle est posée de cette manière : *Dans le cas où le Roi refuseroit son consentement aux actes du Corps législatif, la durée de ce refus sera-t-elle d'une ou de plusieurs législatures ?* M. Barnave demande qu'il fut suris à la délibération, jusqu'à ce qu'il eût été statué définitivement sur les arrêtés des 4 & 5 Août, & qu'ils eussent été sanctionnés & promulgués. Plusieurs Membres ont paru successivement à la tribune aux harangues, les uns pour appuyer cette motion, les autres pour prouver qu'il n'y avoit pas lieu de délibérer.

Les débats ont été longs & vifs. Dès que la question a paru suffisamment éclaircie, on a été aux voix, & on a décidé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

On auroit cru les débats sur cette question terminés; ils ont recommencé avec plus de chaleur, la minorité a réclamé contre le mode d'aller aux voix par assis & levés sur une question de cette importance : la majorité a invoqué l'article du règlement qui permet ce mode. On a prétendu qu'on devoit y déroger; que, d'ailleurs, il y avoit du doute sur le nombre des voix, qu'on ne pouvoit

fixer que par appel nominal. M. le Président a répliqué qu'il n'y avoit nul doute à former à cet égard ; il a porté la déférence jusqu'à demander le témoignage des Secrétaires, lesquels ont confirmé le sien. La minorité ne s'est pas rendue ; les esprits se sont échauffés ; tous les Membres parloient à-la-fois ; on ne s'entendoit plus. Las de faire de vains efforts pour ramener le calme, M. le Président a proposé de remettre à la Séance de demain matin, la décision de la question agitée. Cette proposition a été accueillie, & on a levé la Séance.

Rien de si naturel que la délibération des Citoyens de la ville de Rennes, présentée à l'Assemblée Nationale au sujet du *Veto* ; rien de si juste que les principes qui lui servent de fondement, rien de si étrange que les réclamations qu'elle a excités, & rien de plus odieux que les motions auxquelles elle a donné lieu. Jettons ici un coup d'œil rapide sur la doctrine alarmante de quelques Membres des Etats.

Si la délibération de Rennes devoit trouver un zélé défenseur, c'étoit le Comte de Mirabeau ; il connoît les droits des Peuples & les devoirs de leurs Mandataires. Mais, au lieu d'épouser la cause de la Nation, il a pris un ton d'importance, de faux airs de dignité pour élever l'autorité des Comités au-dessus de celle des Commettans.

Les villages, les bourgs, les villes, les Provinces, s'est-il écrié, tout cela n'est que Sujets, & le Corps législatif ne doit nulle déférence légale, nul compte de ses opinions à telle ou telle aggrégation. Ce n'est pas là, sans doute, les sentimens qu'il a fait éclater pour capter les suffrages des

Bourgeois de Marseille & des Payfans.....
 lorsqu'il s'est humanisé avec eux jusqu'à leur
 vendre du drap. Il les entretenoit de leurs droits,
 il leur vantoit son zèle, il ne leur parloit que du
 courage avec lequel il défendrait leur cause.
 Aujourd'hui qu'ils l'ont honoré de leur confiance,
 il oublie ses engagements, & ne leur prêche que
 respect & soumission. Laissons-là l'oubli de ses
 devoirs pour observer que les villages, les bourgs,
 les villes, les provinces composent le Royaume,
 la Nation; or, s'ils n'ont pas le droit qu'il leur
 dispute de faire entendre leur vœu dans l'Assemblée
 Nationale; à qui donc ce droit pourroit-il appar-
 tenir?

Deux autres Membres des Etats, Garat l'aîné,
 & M. l'Abbé Maury, se sont oubliés d'une ma-
 nière encore plus révoltante : ils ont poussé l'au-
 dace jusqu'à demander un décret qui proscrivît
 la déclaration de Rennes, comme outrageante &
 attentatoire. — Quoi ! on fera un crime aux Dé-
 putés de faire connoître leur vœu aux Députés !
 Défendre la cause des Peuples, sera s'en déclarer
 l'ennemi ! Menacer de l'indignation publique les
 lâches qui oseroient trahir les intérêts de la Nation,
 sera violer la liberté de ses Représentans & atten-
 ter à la Patrie ? Odieuses maximes qui n'auroient
 dû sortir que de la bouche d'un Sophiste soudoyé.

De pareilles réclamations, peu propres à nous
 rassurer, prouvent du moins que leurs Auteurs
 méconnoissent toute l'étendue des devoirs d'un
 Député, toute l'étendue des droits de ses Dépu-
 tés. Retraçons-les à leurs yeux.

« Dans un Gouvernement bien constitué, le
 Peuple en corps est le véritable souverain, maître

absolu de l'Empire ; à lui seul appartient essentiellement l'autorité suprême, & de lui seul émanent tous les pouvoirs, tous les privilèges, toutes les prérogatives. »

» Dans un Etat qui a beaucoup d'étendue, le concours de tous à toutes choses est impossible, il faut donc que le Peuple agisse par ses Représentans, & qu'il regle par ses Chefs, ses Ministres, ses Officiers, les affaires qu'il ne peut régler par lui-même. Ainsi, le droit qu'ont les Citoyens de s'assembler en tout temps, pour s'occuper de leurs intérêts, statuer sur la chose publique, choisir leurs Mandataires, doit-être la première loi fondamentale de l'Etat. »

» Si le Peuple en corps est le véritable souverain, c'est à lui que tout doit être subordonné. »

» Quand il ne peut exercer par lui-même la souveraine puissance, il l'exerce par ses Représentans. »

» Elle consiste en deux choses distinctes, mais inséparables ; faire les loix & les maintenir : il faut donc qu'il y ait dans l'Etat un *Sénat National*, dépositaire du pouvoir législatif, centre d'autorité d'où tout dérive & où tout aboutisse.

» La souveraine puissance absolue & illimitée ne peut jamais résider que dans le corps du Peuple, parce qu'elle est le résultat de la volonté générale, & que le Peuple pris collectivement ne peut jamais vouloir son mal, se vendre ou se trahir. Quant à ses Représentans, leur autorité doit toujours être limitée ; autrement, maîtres absolus de l'Empire, ils pourroient, à leur gré, enlever les droits des Citoyens, attaquer les loix fonda-

mentales de l'Etat , renverser la Constitution & réduire le peuple en servitude (1). »

» C'est donc un vice énorme de Constitution de laisser aux Représentans du Peuple un pouvoir illimité : la loi qui le limite doit donc être fondamentale. On voit par-là ce qu'il faut penser de la question si long-temps agitée sur les pouvoirs impératifs. La Nation a droit d'en donner de pareils à ses Députés, assurément : mais, après avoir une fois pour toutes, mis l'enceinte sacrée des loix hors de leurs atteintes, il est à propos qu'elle n'en donne que sur les points essentiels à la félicité publique; sur tout le reste, elle doit s'en rapporter à la sagesse de ses Députés : à plus forte raison ne doit-elle jamais les enchaîner sur la manière de faire le bien. De-là, il suit que la Constitution une fois achevée, les réglemens généraux, émanés du Sénat National, doivent d'abord avoir force de loi pendant un certain temps, & ne devenir de véritables loix qu'après avoir reçu la sanction du Peuple. Or, le temps qu'il seront obligatoires avant de l'avoir reçue, & la manière dont elle leur sera donnée, doit être une loi fondamentale de l'Etat. »

» L'autorité des Représentans du Peuple bien circonscrite, rien ne doit gêner leur activité : ainsi la police de leur corps doit dépendre absolument d'eux, de même que la manière de proposer, de faire, & de promulguer les loix.

(1) C'est de ce vice de Constitution dont profita Pierre Gradenigo à son avènement au Dôgat, pour changer la forme du Gouvernement de Venise, enlever au Peuple toute son autorité; & la faire passer entre les mains de ceux qui composoient alors le Grand Conseil. *Contarini Hist. Ven. 2 Liv. 7.*

» Il importe que le Peuple puisse se reposer sur la loyauté de ses Représentans : il doit donc avoir soin de s'assurer de leur vertu. Pour réussir, le grand art est de fermer leur cœurs à l'amour de l'or, des emplois, des dignités, & de l'ouvrir à l'amour de la gloire. Que tout Citoyen qui aura l'honneur de siéger dans l'Assemblée Nationale, soit donc déclaré inhabile à posséder aucun emploi dépendant du Prince, à recevoir de la Cour aucune marque de distinction, & sur-tout à entrer dans le Ministère, que dix ans après avoir rempli sa mission de Député.

» Enfin, pour parer aux voies secrètes de corruption, il importe que les Commettans fassent usage du droit qu'ils ont de révoquer (1) les pouvoirs d'un Député qui abandonneroit continuellement les intérêts de la Patrie, & de poursuivre la punition d'un Député qui lui auroit manqué de foi (2) ».

Concluons que dans tous les points qui tiennent aux loix fondamentales de l'Etat, aux droits de la Nation, les Députés ne sont que les organes de leurs Commettans, dont ils doivent suivre le vœu. Au défaut de mandats positifs, ce vœu ne

(1) Qui voudroit s'exposer à servir le Patrie, si on couroit le risque d'être destitué? L'homme droit & ferme, qui ne fait pas une spéculation de l'honneur de servir l'Etat : l'homme intègre, qui compte sur sa vertu ; le sage sans ambition, qui ne craint pas l'indigence ; le grand homme fait pour aller à l'immortalité, qui met sa gloire à consacrer ses talens, ses veilles, son repos au bonheur de ses Concitoyens.

(2) Tout ce qui précède est tiré de mon *Plan de Constitution*, publié chez Buiffon, rue Haute-Feuille.

peut se former que par l'opinion publique, il importe donc de laisser un libre cours aux discussions.

Le salut de l'Etat étant la loi suprême, & l'obligation d'y veiller le premier des devoirs du Citoyen ; dénoncer à la Patrie comme traîtres tous ceux qui attaquent les droits du Peuple, & mettent en danger la liberté publique, est non-seulement le droit des habitans de chaque Village, de chaque Bourg, de chaque Ville, de chaque Province ; mais le droit de chaque individu. Que si les réclamations d'une petite partie du Peuple ne doivent pas influencer sur les délibérations du législateur, elles sont toujours dignes de son attention, & elles doivent réveiller celle du Peuple.

Venons à l'objet de la délibération de Rennes.

Dans une Monarchie libre, la Sanction Royale ne peut-être qu'un acte de soumission, par lequel le Prince s'engage à respecter la loi. Il est donc superflu qu'il sanctionne chaque loi en particulier, puisqu'il fait serment à son sacre de les respecter toutes. Mais accorder à la Couronne un *Veto suspensif*, sous prétexte d'élever une barrière (1) contre la précipitation du législateur ; c'est mettre le Prince au-dessus des Représentans de la Nation, c'est le rendre l'arbitre des loix.

Ce vice monstrueux de Constitution a des inconvéniens terribles. En politique, le chef-d'œuvre de la sagesse consiste à séparer si bien les

(1) Le meilleur moyen d'arrêter la précipitation du Législateur, est de diminuer considérablement le nombre de ses Membres, & de le composer d'hommes instruits, sages & vertueux.

différens pouvoirs, que chaque Citoyen voie du premier coup-d'œil, l'instant où leurs dépositaires sortent du devoir pour violer les loix. Le *Veto* suspensif accordé à la Couronne, confondant le pouvoir exécutif avec le pouvoir législatif, prive donc le Peuple du précieux avantage d'arrêter le Prince dès le premier pas qu'il fait contre la liberté publique.

D'ailleurs, en accordant au Prince le pouvoir de suspendre l'effet d'une loi urgente ou capitale, il lui ménage des moyens de s'opposer au perfectionnement de la Constitution, & de sauver l'Etat dans un moment de crise ; il lui fournit un prétexte éternel de fomenter des dissensions, d'exciter des troubles, & d'allumer des guerres civiles.

Le décret qui consacre le *Veto* suspensif, est donc attentatoire à la souveraineté du Peuple, à la liberté publique. Il doit être annulé par la Nation, & il sera infailliblement révoqué par ses propres Représentans, si toutes les Villes du Royaume ont le courage d'imiter l'exemple glorieux de la Ville de Rennes.

Reste à dire un mot de la manière de contenir dans le devoir les Représentans de la Nation, dont le décret sur le *Veto* ne fait que trop sentir la nécessité. Elle tient à celle de limiter & de révoquer leurs pouvoirs.

On sent bien qu'elle suppose un acte de souveraineté, qui ne peut être arrêté, comme bien d'autres, que par le Peuple ; or, la manière de convoquer les assemblées du Peuple, de les organiser, de les régler, d'élire ses mandataires, de

déterminer l'étendue de leurs pouvoirs , de les désavouer ou de les réprimer : tout cela est l'objet d'une branche du Gouvernement municipal. Il importe que le même plan soit adopté par toutes les Municipalités du Royaume ; afin que toutes les parties s'éclaircissent mutuellement, que les défauts soient plutôt saisis & corrigés , & que l'on puisse établir dans l'Etat une manière uniforme de procéder.

Si l'on craignoit qu'il y eut trop de difficultés à l'adopter unanimement , on la consacrerait dans l'Assemblée Nationale sur les instructions données aux Députés & à la pluralité des suffrages.

De l'exécution de ce plan dépend la conservation de la liberté publique.

Comme cette partie de la Constitution est la base de toutes les autres , elle auroit dû faire le premier objet des délibérations de l'Assemblée Nationale : il est trop à craindre que la puissance suprême des Commettans soit méconnue de leurs délégués. C'est pour prévenir , s'il se peut , qu'elle ne soit sacrifiée par les décrets de l'Assemblée , que nous avons pris soin de la développer.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris , chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers , N^o. 6, à qui l'on adressera , franc de port , le prix de l'abonnement , la lettre d'avis , & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* ;

Chez Bleuet , Libraire , rue Dauphine ;

Chez Perit , au Palais-Royal ;

Chez Pichard , Libraire , près le Pont-Royal ;

Chez Debray , Libraire , au Palais-Royal ;

Et chez Bailly , Libraire , rue Saint-Honoré ,
près la Barrière des Sergens.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal de M. Marat ,
intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police , ce 8 Septembre
1789. Signés , BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT , rue Neuve
Notre-Dame.

*Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages
in-8°. , & quelquefois plus, qui paroît tous les
jours, est de 12 livres pour trois mois, franc
de port par la poste, pour tout le Royaume.*
